

Dans ce complexe de tensions plus ou moins stabilisées qu'est notre continent, les vents n'ont cessé de souffler vers le large tantôt l'énergie de nos forces créatrices rassemblées, tantôt l'incendie de nos antagonismes fratricides. A peine l'Europe avait-elle contribué à doter le monde d'une méthode et de moyens de croissance modernes qu'elle devenait, en moins d'une génération, l'épicentre d'une nouvelle guerre de Trente Ans qui allait bouter le feu à toute la planète et transformer le continent en une Europe des cimetières. Une Europe des cimetières où dorment 40 millions de victimes de quelques faux mouvements qui ont transformé une magnifique unité géographique naturelle en un damier tout couturé des cicatrices de notre histoire.

Sur ce corps abîmé et exsangue retentissait le De profundis de ceux qui prenaient le relais de notre puissance abattue. Souvenons-nous des enseignements, qu'il voulait prophétiques, de MacArthur, le vainqueur du Japon, enseignant gravement à ses compatriotes que le Vieux Monde n'avait plus aucune importance et que toute la force vive de la jeune Amérique devait se tourner vers les multitudes de l'Asie. Pour d'autres, le soleil s'était couché à l'est sur l'Europe détruite; il se levait sur l'hémisphère sud, sur ces républiques latines qu'allait régénérer le souffle yankee.

« Nous ne l'avons pas voulu, disaient les Américains, l'Europe s'est suicidée. Nous sommes contraints de reprendre son flambeau... »

Les Américains avaient raison: l'Europe s'était effectivement suicidée. Comment en effet un corps qui avait perdu tant de sang aurait-il eu des chances sérieuses de survie?

Les économistes, qui ont d'autant plus le sens de l'humour macabre qu'ils croient mieux à leurs chiffres, avaient été jusqu'à planifier cette mortelle décrépitude et, après avoir décidé que toutes les tentatives de remettre en mouvement une machine économique disloquée seraient vouées à l'échec, ils avaient été jusqu'à calculer que les Européens devraient se contenter d'une paire de souliers tous les cinq ans et qu'ils ne fabriqueraient jamais assez de berceaux pour leur nouveaux-nés ni assez de cercueils pour leurs défunts. En fait de constat de suicide, on ne fait vraiment pas mieux (1).

Et le recul que prenait l'historien n'arrangeait pas les choses. Que voyait-il? Il voyait que cette prodigieuse construction de nos ancêtres, qui s'appelait le vieil équilibre européen, et qui consistait à avoir installé aux confins de notre monde deux formidables stabilisateurs des pressions intérieures et extérieures (l'Autriche-Hongrie et la Grande-Bretagne), avait soit disparu dans la tourmente du premier conflit, soit plié sous le poids de deux victoires terriblement coûteuses et d'une transformation quasi irréversible des rapports de force mondiaux. Yalta et Potsdam furent bien les symboles de ce double effacement physique et politique de l'Europe.

Fallait-il donc que la vieille âme de l'Europe fût bien chevillée à ce corps écrasé, pour que sa renaissance apportât si vite un démenti aussi éclatant à tant de macabres prédictions?

Il est juste de dire que nous y fûmes bien aidés et que de ce monde anglo-saxon, qui s'apprêtait à conduire nos funérailles avec la pompe due à un cadavre de notre rang, allaient jaillir les ressources destinées à nous permettre de reprendre vie. Certaines méritent d'être rappelées.

La première est d'ordre matériel. Alors que notre destin de malade oscillait, l'Amérique, dans un geste d'extrême générosité, nous adminis-

(1) Cf. RAYMOND CARTIER: *La France, l'Angleterre et les Etats-Unis d'Europe*, Communauté européenne, N^{os} 8-9, Paris, août-septembre 1961, pp. 6 et 7.

trait un ballon d'oxygène, qui injectait à notre organisme épuisé le secours de 18 milliards de dollars d'après-guerre. Pourquoi ne pas reconnaître franchement que ce Plan Marshall nous a, selon toute vraisemblance, sauvés? Notre gratitude envers l'Amérique et George Catlett Marshall devrait être d'autant plus vive que le grand dessein politique qui caractérisait cette entreprise serait resté lettre morte sans le mouvement de cœur qui l'inspirait et allait l'animer.

Mais ce ballon d'oxygène ne pouvait remplir son office que s'il était administré sur la base d'un diagnostic impeccable. L'Angleterre allait nous en faire le cadeau. Avec ce sens de l'histoire et de la grande politique qui le caractérise, Winston Churchill avait été, d'emblée, au cœur du problème lorsque dans son discours de Zurich de fin septembre 1946 il avait affirmé: « Nous devons détourner notre regard des horreurs du passé et le porter vers l'avenir. L'Europe ne sera préservée d'une immense misère et de la catastrophe finale que par un acte de foi de la famille européenne et un acte d'oubli envers toutes les folies et tous les crimes du passé... Je vais vous dire quelque chose qui va vous étonner: le premier geste pour reconstituer la famille européenne doit être une entente entre la France et l'Allemagne. Ce n'est qu'ainsi que la France pourra retrouver sa place à la tête de la vie morale et culturelle de l'Europe. Il ne peut y avoir de renouveau européen sans une France spirituellement forte et une Allemagne spirituellement forte ».

Le diagnostic était exact. Mais la thérapeutique était-elle applicable? Et surtout quel Français aurait la taille suffisante pour concevoir une telle politique et pour la faire accepter par le peuple français? Trois questions se posaient:

1. Dans le court terme, une telle thérapeutique était-elle possible, compte tenu du fait de l'occupation récente et de blessures encore béantes?
2. Dans le long terme, était-il raisonnable de penser à renverser le cours même de l'histoire en réalisant la maîtrise de réflexes tels que celui de la politique d'assurance française sur la rive gauche du Rhin, ou bien celui

de la puissance d'attraction du triangle d'acier du combinat Ruhr-Lorraine sur l'Allemagne du Zollverein ou du III^e Reich, ou enfin celui de la politique d'équilibre des puissances continentales pratiquée avec tant de brio et de raffinement par l'Angleterre?

3. Aux réflexes découlant d'une psychologie d'épiderme douloureux ou d'une mémoire historique sensibilisée s'ajoutait un dernier obstacle. En effet, il était clair qu'une double barrière aurait pu bloquer la route de l'unité européenne, à savoir d'une part, chez le plus fort, la tentation de l'hégémonie ou du raccourci militaire découlant d'une trop grande disparité des rythmes de croissance, et d'autre part, chez le plus faible, le réflexe du repli derrière la ligne Maginot économique.

Face à ces données, il apparaissait bien que si la survie et la renaissance de l'Europe étaient, selon le diagnostic de Winston Churchill, suspendues à l'acte de foi qui passait par le préalable de la réconciliation franco-allemande, celle-ci ne pouvait jaillir que d'une initiative de la France décidant de tendre une main fraternelle à l'Allemagne. Mais comment surmonter le poids des expériences passées? Comment effacer 1870, 1914-18, 1939-45?

En 1870, le marteau bismarckien ne s'est-il pas servi de l'enclume française pour forger l'Empire allemand et pour faire du XIX^e siècle le siècle par excellence de l'unité allemande? Le chancelier de Bülow peut s'écrier en 1912 au Reichstag: « La politique napoléonienne a favorisé les grandes transformations européennes qui, toutes, se sont faites contre la France. »

L'équilibre européen doit compter avec un nouveau Grand, et ceci d'autant plus que le stabilisateur austro-hongrois est en pleine décadence. Nouveau Grand en effet: se fondant sur une triple puissance économique, démographique et militaire, l'Allemagne, que Voltaire condamnait à être éternellement pauvre, ravit à la fin du siècle l'hégémonie économique à l'Angleterre et installe au cœur du triangle d'acier Ruhr-Lorraine-Luxembourg le leadership sidérurgique européen.

Et l'on voit se dessiner les catastrophes futures. Le siècle des nationalités et de la révolution industrielle aboutit au choc des impérialismes. L'impérialisme anglais, le premier, a atteint son apogée; l'impérialisme allemand naissant prend la relève dès 1895. Quant à la France, elle n'a pas encore digéré les conséquences de sa grandeur passée, engloutie dans l'impérialisme napoléonien: elle stagne. L'analyse de l'évolution démographique entre 1850 et 1900 est frappante: tandis que la population allemande augmente de 55 % et la population anglaise de 71 %, la population française ne s'accroît que de 9 %. Par-dessus le marché, pour la première fois, l'Europe voit apparaître des impérialismes extra-européens, avec les Etats-Unis et le Japon.

L'affrontement de ces empires ne peut comporter que de nombreux dangers: pour manier de tels instruments et maintenir un équilibre de paix, il faut de grands diplomates. Jusqu'en 1890, l'équilibre européen est rendu possible par la présence de Bismarck, devenu paradoxalement pacifique à la tête de l'Etat qu'il a construit « par le fer et par le sang »: le système bismarckien érige l'Allemagne en arbitre de l'Europe. Mais le génie du chancelier allemand n'a pas pu éviter l'erreur de 1871, l'annexion de l'Alsace-Lorraine: cette annexion que Bismarck ne voulait pas, il a dû y consentir sous la pression des militaires, rendus exigeants et passionnés par la résistance de Paris et de la France républicaine. La guerre courte et politique que désirait Bismarck s'est transformée en une guerre de passions qu'il ne peut plus maîtriser. C'est la première hypothèque sur l'équilibre européen. Après la chute de Bismarck, un empereur à l'intelligence bizarre et des chanceliers soumis se laissent dépasser par la formidable puissance qu'ils ont à diriger et grèvent la paix européenne d'une seconde hypothèque en défiant l'Angleterre sur son propre terrain: « Notre avenir est sur les eaux », clame Guillaume II en 1895.

Les impérialismes sont susceptibles. Entre les mains d'hommes incapables de les contenir, ils rendent l'absurde choc inévitable. Autour du triangle d'acier, les premiers éclairs annoncent l'orage de la guerre civile européenne. Comme l'Europe connaît son apogée économique et qu'elle est encore le centre du monde, cette guerre civile dégénère en guerre mondiale.

Une fois encore la France redevient le champ clos de l'Europe avant d'assumer, dès 1919, la principale responsabilité dans l'élaboration du traité de paix.

De quoi s'agit-il pour Georges Clemenceau?

La France, en plein recul démographique, a laissé sur les champs de bataille 1,5 millions d'hommes dans la fleur de l'âge, sur une population de 38 millions d'habitants. Le pays est atteint dans sa force vive. Cette saignée est d'autant plus sensible que la situation financière intérieure est grave. Dès le début des hostilités, le pouvoir a renoncé à asseoir l'effort de guerre sur l'impôt; il a recouru presque exclusivement à l'emprunt estimant que la France se rembourserait sur l'ennemi vaincu après la victoire.

En 1918 le spectacle des régions françaises dévastées et de l'Allemagne intacte confirme l'opinion publique dans le sentiment qu'il faut faire payer l'Allemagne. Le Traité de Versailles portera donc le sceau de cette préoccupation dominante de Georges Clemenceau: essayer de retarder de quelques heures l'heure à l'horloge allemande dans l'espoir que la France profitera de ce répit pour reconstituer sa substance, reprendre un bon rythme de marche et rétablir l'équilibre des puissances en Europe.

Par suite du retour à la France de la Lorraine, du partage de la Haute-Silésie, de la sortie du Luxembourg de l'union douanière allemande, de l'entrée de la Sarre dans le système douanier français, l'infrastructure lourde de la puissance allemande subit en gros les pertes suivantes: 80 % de la production de minerai de fer, 40 % de la production de fonte, 30 % de celle de charbon, 30 % des aciéries et des laminoirs. On espérait que, grâce à cette méthode d'amputation et de compression, les conditions d'un meilleur équilibre et d'une paix durable seraient réalisées pour longtemps sur le continent.

Deux choix sont alors possibles. Ou bien, dès lors que le contentieux issu de l'Alsace-Lorraine est réglé par le sort des armes à satisfaction de la

France, réaliser une entente franco-allemande solidement charpentée, prélude à de futurs Etats-Unis d'Europe. Ou bien, si l'on admet que l'Allemagne restera une voisine dangereuse et menaçante, assurer la sécurité de la France d'abord et par tous les moyens.

Une opportunité exceptionnelle se présentait de tenter de nouer les choses dans le premier sens. En effet, quel que soit le jeu des frontières politiques, il était important de conserver aux usines lorraines, luxembourgeoises et sarroises les artères nourricières et les débouchés que l'osmose du Zollverein avait permis de créer. C'est dire qu'il était essentiel que les magnats de la Ruhr ne soient pas tentés de recréer dans le Nord-Ouest la base perdue dans le Sud-Ouest. Pour cela, il s'agissait d'amener la France et l'Allemagne à consacrer la complémentarité naturelle de leurs secteurs de base par un embryon d'intégration de leurs bases d'approvisionnement en minerai de fer et en charbon.

En pleine guerre, Robert Pinot, secrétaire général du Comité des Forges, a conçu un plan à cette fin. Dès la fin des hostilités, des hommes de bonne volonté, à la tête desquels il faut rappeler la mémoire du grand Luxembourgeois Emile Mayrisch, s'emploient à faire triompher cette solution. L'Entente internationale de l'Acier, créée sous l'égide de Mayrisch, n'a pas d'autre but que de tenter de sauvegarder l'unité économique de l'Europe industrielle en dépit de la multiplication des frontières politiques.

Mais pour réussir, il eût fallu pouvoir hisser les moyens au niveau des objectifs, adapter l'action aux conditions du moment. Or celles-ci se détériorent rapidement. D'une part, l'opinion française, forte de ce qu'elle estime être son droit, veut faire rendre gorge à l'Allemagne. D'autre part, l'opinion allemande a peine à admettre qu'un pays qui n'a pas été vaincu sur son propre sol puisse être traité de la sorte et qu'on puisse lui demander de payer la reconstruction des autres sans préconiser son propre relèvement économique. « C'est en définitive, pourra écrire André François-Poncet, une erreur de psychologie qui est à l'origine des échecs de l'entre-deux guerres : les vainqueurs de 1918 n'ont pas prêté assez d'attention à l'interprétation que l'Allemagne a donnée et s'est donnée à elle-même de sa défaite. »

Face à une France qui exige des gages, qui se met dans une position de défense du statu quo et qui s'apprête à s'entourer d'une double ligne Maginot économique et militaire, l'Allemagne se retrouve pour refuser le présent et tout attendre de l'avenir. Tout ce qui est fixe — et c'est le cas par excellence du Traité de Versailles — l'entrave dans ses mouvements, l'arrête dans son devenir et doit être brisé.

Pour renverser cette évolution sur sa pente fatale, il faut créer, à côté et au-dessus de l'Entente Internationale de l'Acier, une Internationale des Idées capable d'agir comme une sorte de catalyseur de compréhension réciproque et de clearing des opinions publiques. Pour ce faire, Emile Mayrisch demande le secours de l'élite intellectuelle des deux pays. Sa belle demeure de Colpach devient un authentique foyer de la future Europe, où l'on rencontre Marie Delcourt, Annette Kolb, Madeleine Maus, Andrée Viollis, Gertrude Eysoldt, André Gide, Jean Schlumberger, Walter Rathenau, Ernest Curtius, Jacques Rivière, Bernard Groethuysen, Paul Claudel, Henri Michaux, Karl Jaspers, Jules Romains, Hendrick de Man, Richard Coudenhove-Kalergi, Jean Guéhenno, Friedrich Gundolf, Alexis Curvers, Otto Bartning, Paul Langevin, Hermann von Keyserling, etc... Un comité franco-allemand d'information et de documentation est fondé que dirige à Berlin le gendre de Mayrisch, Pierre Viénot, et à Paris le Dr. Krukenberg. De grands efforts sont déployés pour « rapprocher les élites nationales, amener les uns et les autres à se confronter et à se comprendre, à saisir les difficultés qui les séparent, à les admettre et à penser finalement ensemble, selon le commun dénominateur de l'intérêt européen ». Mais en dépit de ces efforts, il apparaît bientôt que les moyens mis en œuvre n'ont pas assez de prise sur les ressorts profonds des deux peuples pour prévenir la divergence des chemins et la tentation de l'épreuve de force et du raccourci.

Briand et Alexis Léger, conseillés peut-être par le Comte Richard de Coudenhove-Kalergi, n'hésitent pas à tenter de porter le problème sur son plan véritable: la création politique des Etats-Unis d'Europe (1). Mais

(1) Cf. RICHARD DE COUDENHOVE-KALERGI: *L'histoire du mouvement paneuropéen de 1922 à 1962*, Bâle et Vienne, 1962, pp. 10 et 11.

pour cela, il eût fallu que l'Angleterre se prêtât au jeu. S'adressant en 1929 à Ramsay Macdonald, Briand lui dit: « Faisons l'Europe ». On sait la réponse: « Vous venez dix ans trop tôt ». Dix ans plus tard, c'était la guerre.

De quoi s'agit-il en 1946? De qui s'agit-il?

L'Europe étant détruite, il s'agit de la reconstruire. Et en la reconstruisant, il s'agit si possible de la faire. Pour cela il faut maîtriser deux séries de tensions:

— La première est née de la guerre froide, issue en grande partie de la compétition des deux Grands en Europe, parce que l'Europe divisée et vaincue est devenue un enjeu d'autant plus redoutable que sa prise serait de nature à modifier l'équilibre mondial des forces à l'heure de l'entrée en scène de la puissance nucléaire. Faire l'unité de l'Europe, c'est probablement faire disparaître une des causes essentielles du conflit et ramener la tension Est-Ouest à un niveau supportable.

— Mais pour faire l'Europe, il faut maîtriser la seconde série de tensions, il faut éliminer le vieil antagonisme franco-allemand. Il faut, à la fois pour la France, pour l'Allemagne et pour l'Europe, que Français et Allemands ne laissent pas de doute quant au choix qu'ils veulent faire.

La nature même du diagnostic appelle donc une action en profondeur aussi bien au niveau des politiques intérieures que des politiques extérieures des pays concernés. Mais qui peut tenter une pareille gageure?

Grâce à Jean Monnet, le diagnostic est immédiatement suivi d'action. Par les services éminents qu'il a rendus à l'Angleterre, en assumant aux jours les plus sombres du Blitzkrieg la responsabilité de l'achat du matériel de défense aux USA, Monnet peut compter sur la neutralité bienveillante d'une Angleterre d'ailleurs sceptique. Par les services plus éminents encore rendus à l'Amérique et aux Alliés lors de la création du Victory Plan et du Prêt-Bail, il peut compter sur l'appui total des USA.

Inventeur du Plan de modernisation et d'équipement qui a permis à la France de resurgir des décombres, Monnet peut tenir un langage de

vérité à son pays. Et comme il a confiance dans ses réactions, il ose lui demander de démanteler la formidable ligne Maginot économique qu'une tradition vieille de trois quarts de siècle avait permis, depuis Méline, d'édifier aux frontières douanières de la France. Non content d'ouvrir une brèche par où va s'engouffrer le souffle de la concurrence allemande, Jean Monnet ne craint pas enfin de demander aux anciens adversaires, cinq ans à peine après la fin de l'occupation, de tenter de faire de la forge d'armes de la Ruhr et du bassin du Nord-Ouest l'outil par excellence de la reconstruction européenne.

Mais ce calcul est subordonné à une condition et à une inconnue. La condition est que ce dessein ne doit être soumis à aucun marchandage préalable, ce qui impose une intervention chirurgicale foudroyante et souveraine. L'inconnue est fournie par la réaction des principaux intéressés, les hommes de la pratique et en premier lieu les chefs d'entreprise et les ouvriers. Or, avant même que les traités ne soient signés et ratifiés, ces hommes d'action comprennent le parti immense qui peut être tiré d'une entreprise qui leur permettrait de substituer aux réflexes de prudence conditionnés par deux guerres et une crise mondiale la vision exaltante d'une Europe reconstruite marchant sans essoufflement au rythme du monde moderne. Ils la comprennent d'autant mieux que ce monde moderne est entré dans une phase d'évolution technique et scientifique qui replace l'homme au premier plan des facteurs de la croissance économique et qui fait de la matière grise la richesse par excellence de l'avenir.

Pourquoi Jean Monnet, dont toute la vie a été une expérience d'union des ressources et des efforts humains, choisit-il le charbon et l'acier comme levier d'union de l'Europe?

Probablement pour trois raisons. La première, c'est que ces deux richesses ont été l'enjeu de tant de luttes entre Européens que leur mise en commun serait le signe indiscutable d'une révolution psychologique. La seconde raison tient au fait que cette opération, pour réussir, doit nécessairement s'étendre à l'économie européenne tout entière. Enfin, cet élargissement ne saurait se faire dans le désordre des intérêts et le gaspillage des ressources. La réussite de l'intégration économique postule donc la présence

d'un authentique pouvoir d'arbitrage, embryon d'un pouvoir politique fédéral. Rien ne souligne mieux l'originalité et la portée de l'initiative de Jean Monnet que le contraste qui se dégage ainsi « entre l'étroitesse de son domaine physique d'application et la profondeur de l'intégration, de la fusion qu'elle consacre » (1).

Puisant à la même source d'épreuves et de souffrances la même volonté de transformer les conditions antérieures, les pays du Benelux et l'Italie apportent à la Communauté naissante deux caractères essentiels. Par leur adhésion, les petits pays du Benelux soulignent une des marques du génie de l'Europe: le respect de toutes les valeurs et le respect de toutes les échelles humaines (2). Quant à l'Italie, elle eût pu être tentée de renouer directement avec la tradition du Risorgimento en orientant sa politique extérieure d'abord vers l'entente avec l'Angleterre en Méditerranée et avec les pays du Moyen-Orient détenteurs du pétrole. Or, l'Italie, qui ne possédait ni fer ni charbon, en suivant le choix continental d'Alcide de Gasperi allait souligner l'aspect politique d'une Communauté « européenne » et pas simplement rhénane « du charbon et de l'acier. » L'apport des peuples du Rhin et de la mer du Nord allait dès lors pouvoir plonger ses racines dans l'humus des civilisations méditerranéennes (3).

Imagine-t-on ce que pourrait devenir une Europe capable d'ajouter à la capacité d'organisation et de réalisation des Nordiques le pouvoir de création artistique et d'imagination des peuples du Sud? Imagine-t-on les effets de telles unions, compte tenu du formidable pouvoir multiplicateur dont elles sont chargées?

Eh bien, il n'y a plus besoin de beaucoup imaginer, de beaucoup prophétiser, car les faits sont là. Portée par ce pouvoir de renouvellement, l'Europe se régénère. C'est ainsi que de l'infrastructure lourde aux spécialisations

(1) PAUL REUTER: *La conception du pouvoir politique dans le Plan Schuman*, Revue française de science politique, Paris, juillet-septembre 1951.

(2) Cf. Discours de M. Pierre Werner, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement luxembourgeois, lors de la commémoration de l'œuvre européenne et internationale d'Emile Mayrisch, à Paris, le 24 novembre 1961, Bulletin de Documentation du Grand-Duché de Luxembourg, Luxembourg, 28 novembre 1961, pp. 10 et 11.

(3) Cf. Introduction du Président Piero Malvestiti à *La sidérurgie maritime italienne* de M. Ernesto Manuelli, Lausanne, 1962, p. 3.

finies, sans oublier l'agriculture, toute l'économie s'ébranle, fait sa cure, rajeunit et change de visage.

Or, ce changement a coïncidé avec un autre mouvement historique, à savoir le repli vers le cœur du continent d'une Allemagne privée de ses marches de l'Est, d'une France ramenée à l'hexagone, d'une Italie, d'une Belgique et d'une Hollande allégées de leurs empires d'Outre-Mer. Ces énergies ainsi comprimées et jetées à la rencontre les unes des autres sont dotées d'un pouvoir considérable d'explosion ou de transformation. A toute cette énergie en mouvement, il fallait et il faut de grandes tâches intérieures; l'intégration de l'Europe lui fournit à la fois un catalyseur et de vastes chantiers indigènes. Ce faisant, elle peut en outre permettre à l'Europe qui se replie de faire l'économie de deux maux: de nouveaux jeux de bascule préparant les affrontements fratricides et l'engluement des âmes ardentes dans les réflexes petits-bourgeois d'une société qui perdrait le goût de l'aventure. Au lieu de s'abîmer dans la rancœur ou de se dissoudre dans l'uniformité, l'Europe peut donc, si elle le veut, recréer chez elle tous les empires perdus. Ce serait une assez belle chose pour elle que de réussir à affecter à des tâches de construction aussi positives et l'instrument d'intégration et l'énergie simultanément tirés de la liquidation de l'héritage des conflits européens.

Déjà ce foyer de rayonnement et de transformation, après avoir présidé à la réconciliation des frères ennemis, est en train de déborder de son aire et de préparer d'autres changements. C'est ainsi que l'Angleterre, en explorant les voies et les conditions d'un rapprochement avec le Marché commun, amorce peut-être la revision de neuf siècles de politique extérieure (1). La synthèse des peuples de la mer et des peuples de la terre que symboliserait cette réunion ne serait-elle pas, à de nombreux égards, presque aussi significative et féconde que la réconciliation franco-allemande!

Quant à l'Amérique, qui de Truman à Kennedy, n'a jamais cessé de sou-

(1) On trouvera l'inventaire des difficultés de cette entreprise dans l'ouvrage de WALTER LIPPMANN: *L'unité occidentale et le Marché commun*, Julliard, Paris, 1962.

tenir le grand dessein de Jean Monnet, elle est en train de fixer le prix de sa propre participation en préparant, à travers le Trade Expansion Act, la négociation dans l'égalité entre le Nouveau Monde et le Vieux Monde reconstitué.

L'Union soviétique enfin montre qu'elle est assez réaliste pour reconnaître la réussite des autres même si celle-ci l'amène à mettre en question quelques dogmes bien assis. Et qui sait si demain elle ne se félicitera pas de la présence sur sa frontière occidentale d'une Europe forte, pacifique et prospère?

Il est réconfortant de voir combien sont prometteurs les premiers résultats auxquels a déjà conduit cette acceptation par les peuples d'Europe de « penser finalement ensemble, selon le commun dénominateur de l'intérêt européen », méthode de dialogue et d'arbitrage qu'Emile Mayrisch avait aussi bien définie qu'ardemment désirée et qu'il appartenait à Jean Monnet de mettre en œuvre dans l'esprit et avec les moyens voulus.

Mais ce n'est là qu'un début et, plutôt que de se complaire dans le bilan des résultats atteints, les Européens doivent se préparer à maîtriser d'importants problèmes dont certains conditionneront la poursuite de l'œuvre entreprise, soit: persévérer dans l'effort de rapprochement de l'Angleterre et de la Communauté européenne, arrimer l'Allemagne et consolider son nouveau centre de gravité, dissiper les tensions internes belges, travailler à donner un équilibre intérieur à l'Italie, réussir la succession d'Adenauer et celle de de Gaulle. Et puis surtout il s'agit de savoir sur quoi débouche le chemin d'un continent qui a recouvré sa jeunesse et sa santé et s'il saura, maintenant qu'il est fort, manifester dans la construction d'un nouvel équilibre mondial, l'humble sagesse qui a inspiré et rendu possible la maîtrise de ses propres tensions. De Gaulle, assumant l'héritage de Jean Monnet, saura-t-il et voudra-t-il le gérer dans l'esprit et selon les perspectives qui présidèrent à sa création? Saura-t-il, à l'instar des pères du Marché commun, faire cheminer d'un même pas l'ouverture vers le monde et l'approfondissement de la cohésion interne ou bien, cédant à quelque vertige, tendra-t-il à refermer l'Europe sur un

continent dans lequel la volonté du leadership franco-allemand prendrait le pas sur la réconciliation des peuples du Rhône et du Rhin animant une construction véritablement fédéraliste du Vieux Monde?

Mais est-il une tâche plus digne d'enthousiasme que celle qui se propose de faire une Europe plus unie, plus forte et libérée de ses vieux complexes de peur, de méfiance et d'infériorité? Au départ, il y a eu un homme, une idée et une action. Aujourd'hui l'Europe unie est en passe de devenir l'objectif et l'espoir de toute une génération.

Cette œuvre de reconstruction et de redressement est d'autant plus capable d'associer dans un même effort et de porter dans un même enthousiasme toutes les forces vives de l'Europe qu'elle n'est dirigée contre personne. Bien plus, sa réussite est de nature à donner raison à tous ceux qui, avec Jean Monnet, pensent que le monde ne pourra connaître l'équilibre et la paix sans une Europe forte et prospère dont les hommes vivent au rythme du monde.